

DESTINATAIRE : L'honorable Mélanie Joly, ministre de l'Industrie

COPIE : André Loranger, statisticien en chef du Canada, Statistique Canada

Le 25 mai 2026

OBJET : Annulation de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises

Madame la Ministre,

Nous vous écrivons pour vous faire part de notre profonde préoccupation à la suite de l'annonce de l'annulation de l'Enquête canadienne sur la situation des entreprises (ECSE).

Cette enquête novatrice a été instaurée pendant la pandémie de COVID-19, à un moment de grande incertitude économique pour les organismes œuvrant au Canada. Elle est devenue une source essentielle de données fiables et à jour pour les entreprises et les organismes à but non lucratif, alors que le pays continue de traverser une période d'incertitude commerciale et politique depuis six ans. La taille importante de son échantillon permet d'obtenir des données désagrégées et locales, ventilées par secteur d'activité. Sa combinaison de questions récurrentes et de questions ponctuelles élaborées de manière collaborative fait en sorte que ses données permettent aux organismes de suivre des indicateurs clés tout en accédant à de l'information actuelle sur les tendances émergentes. Sa cadence de diffusion trimestrielle a contribué à assurer la pertinence et l'utilité de ses résultats.

Pour le secteur à but non lucratif en particulier, l'ECSE a été essentielle. Nous générons d'importantes retombées économiques, contribuant à hauteur de 8,4 % au PIB du Canada¹ et employant 2,9 millions de personnes.² Malgré nos contributions économiques et sociales considérables, nous faisons face à un déficit de données qui nuit à notre capacité de servir nos collectivités et qui crée des inefficacités, tant pour le gouvernement que pour les OBNL. Nous intervenons au sein d'un écosystème complexe et avons besoin de données de qualité pour prendre des décisions éclairées.

Les données trimestrielles de l'ECSE sont utilisées par le secteur à but non lucratif aux fins de la planification de la main-d'œuvre, du développement de fonds, du plaidoyer, de la planification des services et bien d'autres activités. De plus, au début de 2024, Statistique Canada a publié des [données sur le secteur à but non lucratif](#) recueillies dans le cadre d'un module spécial de l'ECSE. C'était la première fois depuis l'Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et des organismes bénévoles (ENONB) de 2003 que Statistique Canada menait une enquête d'une telle envergure auprès de notre secteur. Bien que sa portée et la taille de son échantillon aient été nettement plus modestes que celles de l'ENONB, cette enquête nous a

¹ [Statistique Canada. Tableau 36-10-0616-01 : Produit intérieur brut \(PIB\) des institutions sans but lucratif selon le sous-secteur](#)

² [Statistique Canada. Tableau 36-10-0617-01 : Emploi dans les institutions sans but lucratif selon le sous-secteur](#)

fourni des renseignements essentiels, que nous n'avions pas obtenus depuis des décennies, sur la taille et l'envergure du secteur, ses finances, son leadership et les personnes qu'il sert. En définitive, les données de l'ECSE renforcent la capacité de notre secteur à servir les collectivités et à produire des résultats dans des domaines de priorité nationale, allant du logement et de l'abordabilité à l'action climatique.

Aujourd'hui, alors que le Canada continue de faire face à une incertitude considérable, le moment est particulièrement mal choisi pour annuler la source d'information à jour la plus fiable dont disposent le secteur à but non lucratif et le secteur privé au sujet de leur environnement opérationnel.

Nous comprenons que l'annulation de l'ECSE s'inscrit dans des efforts plus larges de réaligement financier menés dans le cadre de l'Examen exhaustif des dépenses. Toutefois, supprimer des produits de données qui permettent une prise de décision solide et fondée sur les données va à l'encontre des priorités énoncées par le gouvernement, soit de faire croître l'économie, d'améliorer l'efficacité et d'obtenir des résultats.

Nous demandons au gouvernement de maintenir l'ECSE selon un calendrier de collecte semestrielle. Cette mesure lui permettrait d'économiser environ 1 million de dollars par année, tout en continuant de fournir aux organismes des données fiables et à jour pour composer avec les incertitudes actuelles.

Nous demeurons à votre disposition pour toute question concernant la présente lettre.

Veuillez agréer, Madame la Ministre, l'expression de nos salutations distinguées.

Les membres de la Coalition pour les données fédérales sur le secteur à but non lucratif

En tant qu'organisations :

- Bénévoles Canada
- Big Brothers Big Sisters of Canada
- BridgePoint Center for Eating Disorder Recovery
- Circle on Philanthropy
- Community Sector Council Newfoundland and Labrador
- EMBRACEHEALTHFOUNDATION
- Imagine Canada
- L'alliance nationale pour l'enfance et la jeunesse
- OCASI - Ontario Council of Agencies Serving Immigrants
- Philanthropic Foundations Canada
- Pillar Nonprofit Network
- Resilient Kids Canada
- Vantage Point
- Skills for Change

- SETSI
- Terrace Women's Resource Centre Society
- The Nonprofit Chamber

En tant qu'individus :

- Bruce Martin, professeur, Université Thompson Rivers
- Cathy Barr, Professeure associée de recherche, Université Carleton
- François Brouard, Professeur titulaire, Sprott School of Business, Université Carleton
- Nathan Grasse, Professeur agrégé, Université Carleton
- Ushnish Sengupta, professeur adjoint, Université Algoma